

# Les armes contre la terreur

par José Vidal-Beneyto

**S** l'Espagne est, pour le monde arabe, un des pays occidentaux les plus connus, cela tient à sa condition méditerranéenne et à son voisinage avec le Maghreb, source de ces relations passionnelles qui existent entre voisins, où amour et haine, rivalité et coopération, créent une communauté de rapports, problématiques certes, mais intenses. La fin de la colonisation espagnole en Afrique du Nord inaugura une phase d'amitié avec les pays arabes qui est devenue un des traits permanents de la politique extérieure espagnole de ces soixante dernières années, y compris sous le franquisme.

Pourtant, l'élément peut-être le plus déterminant tient à la présence des Arabes sur le sol espagnol pendant sept siècles. L'existence historique d'Al-Andalus et sa fonction référentielle dans l'imaginaire symbolique musulman ont ainsi conféré à l'Espagne une visibilité à laquelle il n'était pas possible de se soustraire. L'Espagne était donc destinée à jouer le rôle d'intermédiaire privilégié entre l'Europe, voire l'Occident, et le monde arabe, et elle l'a joué à maintes reprises. Dès lors l'alignement du gouvernement espagnol sur la politique extérieure nord-américaine et son enrôlement dans ses guerres, en dépit de l'opposition presque unanime de ses citoyens dans le cas de l'Irak, ne pouvaient manquer d'être perçus par le monde arabe et musulman comme une agression inattendue et imméritée.

La photo du trio des Açores, affichant l'autosatisfaction de Bush, main paternaliste posée sur l'épaule d'Aznar, est venue conférer à cette rupture, ressentie comme une trahison, une réalité iconique d'autant plus offensante. Dans ce contexte, choisir de commencer par l'Espagne pour répondre à l'« attaque de la coalition des croisés contre l'islam » venait s'inscrire dans la logique islamiste du châtiment, certes renforcée par la vulnérabilité de l'Espagne au terrorisme d'Al-Qaïda.

La menace permanente d'ETA et les élections législatives trois jours après les attentats sont venues perturber les données d'une situation déjà complexe et ont augmenté la confusion en incitant à une utilisation purement politicienne de ses composantes. S'il n'est pas facile d'évaluer de façon fiable le poids de l'agression terroriste dans la déroute électorale du Parti populaire (PP), il est clair en revanche que la cause la plus déterminante en revient à la manipulation de l'information par Aznar, à son entêtement dans le mensonge et à la connaissance qu'en a eue le public. La plupart des Espagnols n'avaient déjà pas accepté la façon dont il s'était obstiné à affirmer, des mois durant, l'existence d'armes de destruction massive en Irak, alors même qu'une partie des responsables nord-américains avaient reconnu son inexactitude. Avoir attribué sans conteste, à partir du 11 mars, le massacre à l'ETA et avoir donné des instructions dans ce sens aux médias et aux représentants institutionnels a fait déborder la coupe et provoqué un rejet massif qui a sans nul doute pesé de façon décisive sur le résultat du scrutin.

Nous avons assisté depuis à une reconstitution agressive et partisane du processus des élections.

Quelques leaders du PP et certains organes d'information qui lui sont proches ou qui s'alignent

à l'étranger avec les options du président Bush, ont présenté en effet la victoire du PSOE comme le triomphe d'Al-Qaïda, assimilant les partis de gauche aux terroristes, attribuant la responsabilité du massacre à ceux qui ne se sont pas incorporés aux rangs du gouvernement américain et accusant les Espagnols d'être des fuyards et des lâches.

Mais aujourd'hui, après un si terrible massacre, la seule question qui compte est : comment pouvons-nous combattre le terrorisme ? Combat qui n'est d'ailleurs pas à proprement parler une guerre, même si cette désignation répond bien aux intérêts des industries de l'armement.

Concentrer nos efforts dans la défense de nos pays, chez nous, en augmentant nos moyens de contrôle-répression et en coordonnant de façon plus efficace la lutte contre le terrorisme, même s'il s'agit de décisions raisonnables, ne peut aboutir qu'à des résultats très modestes. Jusqu'à présent, ils se sont limités à renforcer les stocks d'empreintes digitales, à accélérer la collecte de ciseaux de toilette, et surtout à réduire nos libertés. Car, malheureusement, les effets d'annonce ont un impact nul contre le terrorisme.

Les faits du 11 mars prouvent à l'évidence que si un Etat en lutte depuis presque trente ans contre la terreur politique n'a pas été en mesure d'éviter un massacre de cette ampleur, c'est bien que la tactique défensive en aval et sur les lieux d'exécution ne peut en finir à elle seule avec la violence terroriste. C'est en amont, à la source, qu'il convient de mener le combat, dans les pays où naît la terreur, là où se recrutent et où sont formés ses agents, là où est

**Mettre fin à l'accumulation et à la circulation de l'argent sale – terrorisme et mafias – dans le circuit bancaire et financier**

assuré son financement et où s'organisent les agressions et exterminations. Cela requiert de s'appuyer au maximum sur la collaboration des gouvernements arabes et musulmans, qui sont bien évidemment ce qu'ils sont, mais sans lesquels toute lutte contre le terrorisme islamiste est impensable.

Si notre but principal était de nous protéger d'Al-Qaïda, cela exigeait de se servir de Saddam Hussein contre Ben Laden, deux ennemis déclarés, tout comme Bush père s'était servi de lui contre l'Iran ou des talibans contre les communistes en Afghanistan. Convertir l'Irak en camp privilégié pour l'exercice de la terreur et légitimer celle-ci en transformant, comme l'a fait Bush, des terroristes en patriotes constitue, plus qu'une erreur, une monstrueuse irresponsabilité, quand bien même elle serait le fruit d'une très grande ingénuité géopolitique et d'une incontrôlable voracité économique.

Les populations arabes ne pourront jamais accepter, néanmoins, que leurs gouvernements s'allient à l'Occident dans cette lutte sans que leur parviennent des signaux non équivoques leur montrant que nous sommes bien décidés à mettre fin à notre arrogance, aux avantages économiques que reti-

**JOSÉ VIDAL-BENEYTO** dirige le Collège des hautes études européennes Miguel-Servet (Paris). Il est président de la Société des amis du Monde diplomatique.

rent nos multinationales et à la domination politique du Nord. Cela suppose des actions institutionnelles et symboliques fortes qui rendent crédibles nos déclarations antiterroristes, telles que rééquilibrer dans les organisations internationales et dans les instances de pouvoir économique, G-8 inclus, nos représentations avec celles du Sud ; ou établir des conditions économiques plus justes en transformant la dette en aide et en supprimant dans les pays développés tout type de subventions à l'exportation ; ou encore faire de la diversité culturelle non un alibi rhétorique bon pour tous usages, mais une pratique réelle.

Et, surtout, mettre fin à l'accumulation et à la circulation de l'argent sale – terrorisme et mafias – dans le circuit bancaire et financier. Car, même si certains affirment que le terrorisme est la guerre des pauvres, la violence terroriste réclame en réalité un support économique très puissant, tant du point de vue technologique et organisationnel qu'au niveau de la solidarité exercée à l'égard de ses agents et de leurs familles, en particulier dans les actions-suicides.

C'est pourquoi le moyen le plus sûr d'en terminer avec la terreur est d'en finir avec son financement. Qui existe, rappelons-le, grâce aux paradis fiscaux, qu'il serait d'ailleurs plus exact de désigner comme des paradis judiciaires en raison de la protection qu'ils représentent pour l'argent criminel qui y trouve refuge et des possibilités de circulation.

En particulier dans les chambres de compensation financière, qui confèrent, à travers comptes numérotés et transferts électroniques, une totale impunité aux transactions des fonds en provenance du crime. Et avec lesquels personne, ni les gouvernements ni les entreprises, ne veut réellement en finir.

Même si cela est possible. Preuve nous en est donnée lorsqu'un simple journaliste, Denis Robert, choisit de dénoncer dans deux livres, *Interventions* et *La Boîte noire* (Editions des Arènes), les activités de la société financière luxembourgeoise Clearstream, paradigme des caisses de compensation, et lorsque celle-ci réagit en l'attaquant en justice et perd à deux reprises devant les tribunaux français.

Ne peut-on imaginer faire converger les millions de mots qui se disent et s'écrivent ces jours-ci et les centaines de propositions faites contre le terrorisme, vers deux objectifs : en finir avec les circuits occultes par lesquels circule l'argent de la terreur et du sang, et faire de ce tandem inséparable, liberté-égalité, et de sa mise en œuvre effective à l'échelle globale, le grand projet de l'Occident ?